

Migrant.es sans papiers et sans toit, jeunes sans école : Une situation humanitaire scandaleuse face à une politique inacceptable !

Des papiers, une école, un toit pour tous !

À Lyon : début novembre, au moins 80 mineurs isolés, dont des collégiens et lycées, dorment dans la rue ; avec ou sans papiers, plus de 300 enfants, dans l'agglomération, n'ont pas de toit pour vivre dont 8 élèves pour l'école Jean Zay à Villeurbanne, d'autres à Doisneau et à Michel Servet, L. Aubrac (Lyon) mais aussi à Vaulx-en-Velin, pour lesquels les parents se mobilisent.

Des jeunes migrants scolarisés qui préparent le bac reçoivent un avis d'expulsion, sont convoqués au tribunal. Dans le Rhône, des demandeurs d'asile doivent attendre deux mois, sans hébergement, avant d'être accueillis.

On peut multiplier les exemples, à Lyon et dans toute la France. C'est pourquoi, dans un texte adopté le 17 octobre, La CNCDH (Commission nationale consultative des droits de l'homme, instance nationale de promotion et de protection des droits) « s'alarme (...) de la multiplication des violations des droits fondamentaux des personnes migrantes observées sur le terrain ».

NON AU NOUVEAU PROJET de LOI LIBERTICIDE !

Macron et Collomb préparent un nouveau projet de loi visant à rendre plus faciles, plus rapides et nombreuses les expulsions. Les premières informations qui circulent sur ce projet montrent qu'il s'agit, une fois encore, d'un projet liberticide et xénophobe (durée de rétention portée à 90 jours par exemple), traitant les migrants sans papiers – qui fuient la guerre et la misère – comme des criminels.

Remettant en cause le droit d'asile, ce texte permettrait ainsi d'expulser des demandeurs d'asile vers des pays qu'ils ont traversés durant leur fuite.

C'est pourquoi la CNCDH considère que ce qui est déjà connu de ce texte marque « *un recul sans précédent des droits fondamentaux des personnes migrantes* ». De plus, le gouvernement veut sortir la protection des jeunes étrangers isolés du droit commun de l'Aide Sociale à l'Enfance.

Pour entraver toute mobilisation contre son projet de loi, le gouvernement cherche à associer nombre d'organisations de défense de migrants et sans papiers, étant entendu que, sur le fond, tout est déjà décidé pour ce projet qui doit être présenté d'ici la fin de l'année en Conseil des ministres.

Cette politique doit cesser, l'avant projet de loi Macron sur l'immigration ne doit pas voir le jour.

Le budget utilisé pour la chasse aux migrants doit être affecté à leur accueil !

**MANIFESTATION, le samedi 2 décembre
15 heures, place des Terreaux**

Lyon – métro Hôtel de ville

Collectif de soutien aux réfugiés et migrants Lyon-69 : ATTAC-Rhône, CGT Vinatier, CGT-Éduc'Action Rhône, Union Départementale CGT, Union Départementale CNT, Collectif des EtudiantEs EtrangerEs, Collectif 69 Palestine, Coordination Urgence Migrants, Émancipation-69, FSU 69, LDH Rhône, MRAP LYON 1-4, MRAP LYON 3-7-8, RESF-69, Solidaires 69, Solidaires EtudiantEs, UJFP Lyon, Alternative Libertaire, Coordination des Groupes Anarchistes-Lyon, EELV 69, ENSEMBLE!, L'insurgé, Lutte Ouvrière, MJCF Rhône, Nouveau Parti Anticapitaliste, OCML-VP, Parti de Gauche69, PCF, UPC...

Contact : collectifrefugie69@laposte.net